



**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration - Soixante-cinquième session**  
Rome, 2 - 3 décembre 1998

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR UN PROJET DE

**DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE**

POUR DES

**MICRO-INITIATIVES DE FINANCEMENT RURAL POUR LES PAUVRES**





## TABLE DES MATIÈRES

<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>		<b>iii</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE</b>	<b>GÉNÉRALITÉS</b>	<b>1</b>
<b>DEUXIÈME PARTIE</b>	<b>LE PROCESSUS</b>	<b>2</b>
<b>TROISIÈME PARTIE</b>	<b>OBJECTIFS</b>	<b>3</b>
<b>QUATRIÈME PARTIE</b>	<b>ÉLÉMENTS DU PROGRAMME</b>	<b>3</b>
<b>CINQUIÈME PARTIE</b>	<b>RESSOURCES DU PROGRAMME</b>	<b>4</b>
<b>SIXIÈME PARTIE</b>	<b>GESTION DU PROGRAMME</b>	<b>5</b>
<b>SEPTIÈME PARTIE</b>	<b>AVANTAGES ESCOMPTÉS ET LIENS AVEC LA STRATÉGIE INSTITUTIONNELLE</b>	<b>6</b>
<b>HUITIÈME PARTIE</b>	<b>RECOMMANDATION</b>	<b>6</b>
<b>ANNEXE</b>		
	<b>STRUCTURE EXÉCUTIVE DE L'ATELIER</b>	<b>9</b>





## SIGLES ET ACRONYMES

AFRACA	Association régionale du crédit agricole pour l'Afrique
APRACA	Association régionale du crédit agricole pour l'Asie et le Pacifique
CIRAD	Centre de coopération internationale de recherche agronomique pour le développement
DSE	Fondation allemande pour le développement international
GCAP	Groupe consultatif pour l'aide aux plus pauvres
GTZ	Office allemand de la coopération technique
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
NENARCA	Association du crédit agricole pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord
PCE/ONG	Programme de coopération élargie/Organisation non gouvernementale
SDC	Corporation suisse de développement



**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA**  
**AU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR UN PROJET DE**  
**DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR DES**  
**MICRO-INITIATIVES DE FINANCEMENT RURAL POUR LES PAUVRES**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de don d'assistance technique pour des micro-initiatives de financement rural pour les pauvres d'un montant de 610 000 USD; ce don appuiera le suivi opérationnel de l'atelier sur les innovations en matière de microfinancement à l'intention des ruraux pauvres - échange de savoirs et incidences sur les politiques (Accra, Ghana, 9-13 novembre 1998).

**PREMIÈRE PARTIE - GÉNÉRALITÉS**

1. Au Sommet du microcrédit, qui s'est déroulé à Washington D.C. du 2 au 4 février 1997, le FIDA s'est engagé à continuer à fournir approximativement 125 millions de USD par an au titre de son programme de prêts à l'appui des services de microfinancement. Il prévoit aussi l'octroi de dons pour le renforcement des capacités et l'innovation; pour la mise au point de nouveaux instruments de collaboration avec le secteur privé; pour des initiatives privilégiant le modèle gouvernement-client ainsi que pour le soutien à la commercialisation, la coordination entre les donateurs, **la création et la diffusion des connaissances en matière de microfinancement rural**, et **la définition d'une politique dans ce domaine**.

2. **La création et la diffusion des connaissances relatives au microfinancement est une initiative** qui s'inscrit parfaitement dans la vision du FIDA en tant qu'organisation de savoirs oeuvrant pour éradiquer la pauvreté rurale. Le Fonds insiste sur le rôle essentiel des services financiers (en particulier, de ceux qui sont administrés par les membres des communautés locales) dans l'éradication durable de la pauvreté rurale, à associer à des services non financiers à vocation commerciale pour les petites exploitations agricoles et autres micro-entreprises. Avec ses alliés stratégiques, le Fonds a contribué de manière significative à instaurer, dans toutes les régions du monde, des modèles institutionnels novateurs, ouverts aux hommes comme aux femmes, dans des secteurs financiers qui évoluent rapidement. De ce fait, les services de microfinancement sont devenus l'un des produits distinctifs du Fonds. Le FIDA a soutenu un certain nombre de projets mettant en oeuvre des services financiers et a été associé à la création de quelques-uns des principaux modèles de microfinancement (la Banque Grameen au Bangladesh, le projet P4K avec la Banque Rakyat d'Indonésie, le Fonds Mudzi au Malawi, le Fonds de développement rural au Paraguay, les associations villageoises d'épargne et de crédit en Gambie, les associations paysannes de services au Bénin et en Guinée, etc.). Il a également consacré des dons d'assistance technique à l'élaboration de nouveaux modèles de microfinancement (dans le cadre du Programme de coopération élargie avec les organisations non gouvernementales - PCE/ONG); à la formation, en vue d'améliorer les services de microfinancement et d'encourager le partage des technologies qui y sont associées (par exemple, pour l'Association régionale du crédit agricole pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (NENARCA), l'Association régionale du crédit agricole pour l'Afrique (AFRACA), l'Association régionale du crédit agricole pour l'Asie et le Pacifique (APRACA) et deux ateliers en Afrique de l'Ouest); et à des activités destinées à promouvoir

la définition et la diffusion de normes industrielles (Groupe consultatif pour l'aide aux plus pauvres - GCAP). En tant qu'organisation de savoirs, le Fonds doit maintenant accélérer son action et privilégier davantage l'innovation ainsi que la reproduction et l'extension des modèles probants de financement rural.

3. **L'initiative en matière de politique de microfinancement** a pour but d'améliorer l'ouverture des services financiers aux ruraux pauvres en levant les obstacles qui leur barrent l'accès; d'abaisser les coûts des transactions par l'innovation et d'intégrer les services financiers. Cette action vise aussi à ralentir l'expansion du crédit exclusivement fondé sur l'offre et préconise que le développement des services financiers confiés à des intermédiaires s'inscrive dans une démarche institutionnelle.

4. Tandis que la plupart des activités annoncées au Sommet du microcrédit sont bien intégrées dans les activités du FIDA et convenablement financées jusqu'à présent, aucune ressource n'a été allouée, ni pour la définition de lignes directrices en matière de microfinancement, ni pour la création et la diffusion des connaissances dans le domaine du microfinancement rural. Le programme proposé contribuera pour une bonne part à aider le FIDA à remplir ses engagements à cet égard.

## DEUXIÈME PARTIE - LE PROCESSUS

5. Le processus menant à la conception définitive du programme proposé et à son démarrage inclura l'atelier mentionné ci-dessus, qui doit se tenir au Ghana, et que le Fonds appuie avec la Banque du Ghana, la Fondation allemande pour le développement international (DSE) et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). L'Office allemand de la coopération technique (GTZ) et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) soutiennent aussi l'atelier et siègent au comité directeur. L'objectif de l'atelier est de réunir un groupe d'environ 75 participants - praticiens du microfinancement, décideurs, chercheurs et institutions spécialisées dans le financement du développement rural - qui pourront ainsi: a) échanger leurs expériences et connaissances relatives aux innovations dans le domaine du microfinancement destiné aux ruraux pauvres; b) nouer des partenariats stratégiques; c) identifier les incidences sur les orientations et la recherche; et d) élaborer un plan d'action pour le suivi opérationnel, fondé sur une Déclaration officielle rédigée par les participants. Le programme de l'atelier figure en annexe.

6. En outre, les 28 et 29 septembre 1998, le FIDA a tenu un atelier pour améliorer la mise en oeuvre des activités de microfinancement rural dans les projets bénéficiant d'une aide du FIDA en Chine, avec la participation d'homologues chinois. Les résultats de cette réunion seront inclus dans la contribution du FIDA à l'atelier du Ghana.

7. L'atelier du Ghana sera la première étape officielle du processus de regroupement des connaissances sur le microfinancement à l'échelle mondiale, en privilégiant l'Afrique. Il devrait aboutir à la rédaction d'une Déclaration officielle et d'un plan d'action. Au cours de la réunion, un forum sur le suivi sera organisé sous la présidence du FIDA dans le but de parachever la conception du programme et de commencer la sélection des organisations chargées de l'exécution. Le rapport final du forum sera disponible avant la fin de l'atelier.



### TROISIÈME PARTIE - OBJECTIFS

8. L'objectif de ce programme est de veiller à ce que les participants à l'atelier du Ghana lancent des initiatives de petite envergure mais de portée stratégique ayant pour effet de renforcer l'accès des ruraux pauvres aux services de microfinancement de type commercial. Le don du FIDA constituera un fonds d'amorçage pour soutenir ces micro-initiatives. Toutefois, il est possible qu'ultérieurement les participants aient à financer eux-mêmes ces activités (en s'adressant éventuellement à d'autres donateurs pour couvrir une partie des besoins).

### QUATRIÈME PARTIE - ÉLÉMENTS DU PROGRAMME

9. Le don d'assistance technique proposé sera utilisé pour fournir une première dotation à un certain nombre d'organisations très motivées qui participent à l'atelier du Ghana, afin de soutenir leurs efforts lors de la mise en oeuvre du plan d'action, et pour une série d'activités possibles dont la teneur exacte sera dictée par la Déclaration officielle et par le rôle attribué au FIDA dans la coordination du programme. Il s'agit notamment de:

- **Création de réseaux (50 000 USD).** Dans le but d'assurer l'efficacité des flux d'information entre les participants pendant toute la durée du programme, le FIDA appuiera les activités de suivi relatives aux initiatives de formation de réseau qui auront vu le jour pendant l'atelier du Ghana. Cela ne nécessitera pas forcément la création d'un nouveau réseau mais consistera à élargir la participation aux réseaux existants tout en les reliant les uns aux autres<sup>1</sup>. Le don permettra notamment de fournir aux organisations de base participantes des montants modestes pour leur permettre de se relier au réseau - facteur indispensable pour la viabilité à long terme du programme<sup>2</sup>. AFRACA devrait jouer un rôle utile à cet égard. Il est également prévu de publier un Bulletin. Les fonds octroyés à titre d'amorçage serviront à établir les liaisons ou à renforcer les réseaux dont le financement sera par la suite à la charge des participants (une partie des ressources nécessaires étant éventuellement obtenue auprès d'autres donateurs).
- **Consultants pour l'appui au processus (50 000 USD).** Le don proposé financera aussi des activités d'assistance technique à court terme pour aider les organisations participantes à analyser leurs besoins, surtout en ce qui concerne le redéploiement institutionnel et l'adoption de techniques de financement rural et de normes industrielles plus avantageuses.
- **Recherche-action à la base (330 000 USD).** Dans le but de soutenir le suivi de la Déclaration officielle de l'atelier du Ghana, le don d'assistance technique fournira aussi aux organisations participantes de quoi financer au départ un certain nombre d'activités de terrain (11 environ). Ces activités consisteront en recherche-action à la base (avec un accent sur l'action), et notamment:
  - a) des évaluations participatives rapides des services financiers ou des enquêtes locales, par exemple sur la demande de services financiers émanant de petits exploitants et autres micro-entrepreneurs;

---

<sup>1</sup> Sont inclus les réseaux couverts par le programme de la recherche-action pour l'établissement de réseaux destinés à améliorer la prestation de services financiers aux pauvres, financé par la Banque mondiale avec l'appui de la SDC (Corporation suisse de développement), dans six pays africains anglophones. Le personnel chargé de ce programme interviendra lors de l'Informarché de l'atelier du Ghana.

<sup>2</sup> Les Divisions Afrique I et Afrique II du FIDA appuient actuellement le renforcement des capacités d'AFRACA, l'élargissement de sa composition, une meilleure définition des services futurs à fournir à ses membres et son assise à long terme. AFRACA participera à l'atelier du Ghana.



- b) définition de lignes directrices - par exemple en ce qui concerne le crédit agricole, les garanties de prêt, les marges, les liens officiels et officieux - dans la gamme de situations très diversifiées qu'offre la région Afrique en ce qui concerne l'encadrement du crédit;
- c) "soutien à la restructuration" pour les fournisseurs de crédit rural qui ont l'intention d'élaborer leur mission institutionnelle et de revoir leurs systèmes administratifs et opérationnels et leur approche-client;
- d) des programmes de formation en cours d'emploi modulables; et
- e) des micro-initiatives pour renforcer le rayon d'action et la solidité à long terme des organisations officieuses ou des associations d'usagers qui fournissent du crédit rural aux pauvres.

Pendant cette phase, les "clients" ruraux (les bénéficiaires) apporteront une contribution directe au processus. La recherche-action débouchera sur des innovations et fournira une base d'étude pour les ateliers nationaux. Le Fonds s'efforcera de mobiliser des ressources supplémentaires (par exemple, à travers d'autres programmes ou projets financés par des dons d'assistance technique du FIDA) pour élargir la gamme de ces activités.

- **Ateliers nationaux de partage des connaissances (90 000 USD).** Afin d'assurer la reproduction des initiatives, le programme comprend quelque trois ateliers nationaux dont l'objectif sera de faire connaître les résultats des travaux de la recherche-action et de poursuivre la mise en oeuvre de la Déclaration officielle dans le pays. Le Fonds s'efforcera de mobiliser des ressources supplémentaires (par exemple à travers d'autres programmes ou projets financés par des dons d'assistance technique du FIDA) pour élargir la gamme de ces activités nationales. Cet élément sera, avec l'initiative portant sur les réseaux, le facteur déterminant de la reproductibilité du programme.
- **Atelier final du programme (90 000 USD).** Afin de recueillir les résultats de la recherche-action et les conclusions des ateliers nationaux, le programme se terminera par un atelier régional en Afrique, dont l'objectif sera de partager les résultats des activités nationales de suivi et de diffuser la Déclaration officielle pour qu'elle soit appliquée dans toute l'Afrique. Cette activité représentera aussi, pour le FIDA, l'évaluation terminale du programme. Pour en assurer le succès, les services des consultants prévus pour appuyer le processus seront planifiés de telle sorte que les résultats des activités locales et nationales puissent être comparés pour en tirer des enseignements.

## CINQUIÈME PARTIE - RESSOURCES DU PROGRAMME

10. Le programme coûte au total 860 000 USD, dont 610 000 USD (soit 88%) seraient couverts par le don d'assistance technique proposé. Ce montant ne tient cependant pas compte des contributions en nature du CIRAD et du GTZ ni de ressources additionnelles que le FIDA essaiera de mobiliser pour une vaste série d'activités nationales. Pour cette raison, les institutions de financement et la Coalition populaire pour lutter contre la faim et la pauvreté (Coalition populaire) participeront à l'atelier du Ghana et particulièrement au forum de suivi. Toutes les ressources supplémentaires mobilisées seront allouées, par ordre de priorité, à des initiatives de terrain rattachées à la recherche-action ou à la définition des lignes directrices. Aujourd'hui, les arrangements de cofinancement couvrent

12%

des

coûts du programme. Tout sera mis en oeuvre pour trouver un financement de contrepartie au fonds d'amorçage au titre du don d'assistance technique proposé. Ce financement de contrepartie sera ajusté aux capacités de chacune des organisations participantes et constituera un élément clef de la durabilité du programme.

**TABLEAU 1: COÛTS DU PROGRAMME ET PLAN DE FINANCEMENT**

	Coûts			Plan de financement			
	NOMBRE	COÛT UNITAIRE	COÛT TOTAL	DSE	IFPRI	FIDA	DIVERS
Atelier international	1	200 000	<b>200 000</b>	82 000	18 000	<b>100 000</b>	a
Atelier en Chine	1	50 000	<b>50 000</b>			<b>50 000</b>	
Création de réseaux	m.f.	50 000	<b>50 000</b>			<b>50 000</b>	a.d.
Consultants pour l'appui au processus	m.f.	50 000	<b>50 000</b>			<b>50 000</b>	a.d.
Recherche-action à la base	11	30 000	<b>330 000</b>			<b>330 000</b>	a.d.
Ateliers nationaux de partage des connaissances	3	30 000	<b>90 000</b>			<b>90 000</b>	a.d.
Atelier final du programme	1	90 000	<b>90 000</b>			<b>90 000</b>	a.d.
<b>Total</b>			<b>860 000</b>	82 000	18 000	<b>150 000 610 000</b>	

a Plusieurs autres institutions, comme la GTZ, le CIRAD, le CGAP, etc. sont censés participer à l'atelier international à leurs frais. Ces coûts ne figurent pas ci-dessus.

Note: m.f. = montant forfaitaire  
a.d. = à déterminer.

11. Les décaissements au titre du don s'étaleront sur deux ans à partir de décembre 1998. Environ 29% des ressources totales du programme seront utilisés pour financer l'atelier et les activités y relatives, 61% pour la recherche-action sur le terrain et diverses activités connexes, et 10% pour les activités de l'atelier final du programme.

## SIXIÈME PARTIE - GESTION DU PROGRAMME

12. Le don sera géré par le FIDA. Les activités financées par le don seront exécutées par des organisations - surtout africaines - dont le mandat couvre le microcrédit et qui travaillent à la base ou au niveau national ou régional. Le don sera déboursé en plusieurs tranches (une quinzaine) à des organisations locales, nationales et régionales responsables de l'exécution du programme.

13. Le FIDA sera responsable de l'examen et de l'approbation de micro-initiatives individuelles, du décaissement des ressources du don, du suivi, de l'examen des rapports financiers et des états comptables et de l'animation du réseau de participants pour garantir la continuité du partage d'expériences. L'administration du don par le FIDA garantira aussi des liens efficaces - et fondés sur la demande - tant avec d'autres activités financées par le FIDA au moyen de prêts et, surtout, de dons (par exemple, des dons aux associations régionales de crédit agricole; les deux ateliers de crédit rural organisés par le FIDA pour les pays francophones d'Afrique de l'Ouest; et à la Coalition populaire pour le programme international de garantie des prêts); et avec les activités d'autres institutions (par exemple, le programme de recherche-action en matière de réseaux destiné à améliorer la fourniture de services financiers aux pauvres, financé par la Banque mondiale avec l'appui de la SDC, dans six pays africains anglophones).

14. Le FIDA suivra les mêmes procédures pour la passation des marchés, les décaissements, la comptabilité, les rapports et la vérification des comptes que pour les dons fournis dans le cadre du PCE/ONG.

### **SEPTIÈME PARTIE - AVANTAGES ESCOMPTÉS ET LIENS AVEC LA STRATÉGIE INSTITUTIONNELLE**

15. Le but des activités du programme susmentionné est d'élargir l'accès des ruraux pauvres à des services financiers durables. À cette fin, les principaux avantages directs du programme devraient être les suivants:

- a) le partage et l'utilisation des connaissances sur le microfinancement;
- b) une Déclaration et un plan d'action pour le suivi;
- c) des résultats opérationnels concrets, notamment:
  - i) des évaluations des services financiers locaux;
  - ii) des initiatives de politique concernant la fourniture aux pauvres de services de microfinancement rural et agricole de type commercial;
  - iii) des fournisseurs de services de crédit rural ayant "restructuré" leur activité;
  - iv) du personnel de terrain formé;
  - v) le renforcement du rayon d'action et de la solidité à long terme des fournisseurs de crédit rural;
- d) un effet multiplicateur des ateliers nationaux et régionaux.

16. Avec son objectif de rassembler et de partager les connaissances, qui occupe une place centrale dans les compétences FIDA, le programme devrait permettre au Fonds de s'affirmer comme organisation de savoirs spécialisée dans les services de microfinancement appliqués à la lutte contre la pauvreté rurale. En outre, dans la liste des objectifs que le FIDA se propose de réaliser, figure celui de mettre en place un réseau de crédit rural et de donner suite au Sommet du microcrédit. Enfin, l'objectif du don proposé est conforme à la nouvelle stratégie du Fonds qui exige que les dons aient des liens en amont et en aval avec les opérations du FIDA qui sont financées par des prêts.

### **HUITIÈME PARTIE - RECOMMANDATION**

17. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don d'assistance technique proposé en adoptant la résolution suivante:

- a) Ayant examiné et approuvé la conception du programme proposé; et



- b) Ayant noté l'approbation par la direction du FIDA d'un don de 100 000 USD pour l'atelier international sur les innovations en matière de microfinancement à l'intention des ruraux pauvres - échange de savoirs et incidences sur les politiques" (Accra, Ghana, 9-13 novembre 1998), et d'un don de 50 000 USD pour l'atelier sur le microfinancement dans les projets financés par le FIDA en Chine;

DÉCIDE: que le Fonds accordera un don de 610 000 USD, pour appuyer les activités consécutives à l'atelier du Ghana; et autorise le Président du FIDA à approuver, à concurrence de 610 000 USD, des microdons consentis à des organisations compétentes locales, nationales ou régionales, pour leur permettre de mener à bien les activités proposées, dans les limites du plafond fixé pour les dons accordés au titre du programme de prêt du FIDA.

Le Président  
Fawzi H. Al-Sultan



## STRUCTURE EXÉCUTIVE DE L'ATELIER

<p><b>Résultats attendus</b> Échange de connaissances sur les innovations en matière de microfinancement pour les ruraux pauvres entre praticiens, décideurs, chercheurs et institutions de financement</p> <p>une Déclaration officielle des recommandations détaillées de principes d'action une synthèse "indépendante" un plan provisoire d'action un résumé (3 mois) et un compte rendu des travaux de l'atelier (12 mois)</p> <p>Initiation à une nouvelle méthode de réflexion en commun Illustration des indicateurs d'impact et des hypothèses principales</p>				
<p><b>Étape 1. Documents transectoriels</b> <i>centrés sur la demande</i></p> <p><i>Séance plénière</i></p>	<p>Analyse du problème: quels sont les éléments? (Quatre documents: macro-politique et cadre normatif; innovations institutionnelles (deux); Étude multi-pays sur l'accès et la demande</p> <p>Accès, demande, impact et élaboration de systèmes financiers (Quatre documents: demande de services financiers en Afrique; Épargne; Systèmes de crédit dans les économies en transition; Impact sur les revenus des ménages)</p>			
<p><b>Étape 2. Informarché</b> <i>Accès libre, espace ouvert</i></p> <p style="text-align: right;">Partage d'informations au moyen de divers outils de communication</p>				
<p><b>Étape 3. Monographies sur des institutions et des systèmes</b> <i>centrées sur l'offre</i> <i>Séances plénières parallèles</i></p> <p style="text-align: right;">Quatre documents: Malawi (MRFC); Cameroun (Banque CCEI et réseau MF), Ghana (deux) Quatre documents: Gambie (les VISACA) et Bénin (les FSA); Bangladesh (ASA); Chine (projets de crédit); Bolivie (FIE)</p>				
<p><b>Étape 4. Table ronde</b> <i>Plénière</i></p> <p style="text-align: right;">Six avis en matière de politiques et appels à l'action: Environnement macro-économique et normatif (deux); Rayon d'action et durabilité; Financement rural; L'opinion d'une IFI; Le microfinancement et la sécurité alimentaire</p>				
<p><b>Étape 5</b> <b>Groupes de travail</b> <i>faisant</i> <i>rappports en plénière:</i></p> <p>Questions sectorielles</p>	<p>A. Épargne</p> <p>A. Instruments de remplacement des nantissements</p>	<p>B. Sécurité alimentaire</p> <p>B. Mutuelles de crédit locales</p>	<p>C. Financement rural</p> <p>C. Institutions de réglementation du microfinancement</p>	<p>D. Subventions</p> <p>D. Protection sociale et durabilité</p>
<p><b>Étape 6</b> <b>Groupes de travail</b> <i>faisant</i> <i>rappport en plénière</i></p> <p>Recommandations de principes d'action pour la Déclaration officielle</p>	A	B	C	D
<p><b>Étape 7 Déclaration officielle</b> <i>Plénière</i></p> <p style="text-align: right;">Formulation de l'énoncé des intentions d'action consécutive</p>				
<p><b>Étape 8 Forum sur les actions consécutives</b> <i>Participation facultative</i></p> <p style="text-align: right;">Planification du suivi opérationnel pour mettre en oeuvre la Déclaration officielle</p>				
<p><b>Étape 9 Session spéciale</b> <i>Accès libre</i></p> <p style="text-align: right;">Diffusion à un public élargi des résultats de l'atelier et des plans d'action</p>				

